LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE
 du Commerce, de la Finance, de l'Industrie,
 de la Propriété foncière et des Assurances.
 Bureau: No. 82, rue Saint-Gabriel, Montréal.
 ABONNEMENTS:
 Montréal, un an \$2.00
 Canada et États-Unis 1.50
 France fr. 12.50
 Publié par
 La Société de publication commerciale,
 J. MONIER, Gérant.

MONTREAL, 13 JUILLET 1888.

LA SITUATION DES BANQUES

L'abondance des matières d'intérêt immédiat nous a mis en retard pour nos remarques habituelles sur la situation des banques au 30 mai dernier. Comme ce que nous pourrions en dire actuellement aurait perdu toute activité, nous nous contenterons pour cette fois, de publier le tableau comparatif des principaux chapitre au 30 avril et au 31 mai dernier.

D'ailleurs la presse de nos annonces va nous obliger à ajouter incessamment quatre pages au format de notre journal ce qui nous permettra d'augmenter en même temps la somme de notre matière à lire.

	PASSIF	
	Avril 1888	Mai 1888
Capital autorisé.....	78,079,999	75,279,999
Capital versé.....	60,987,011	60,167,208
Réserves.....	18,041,215	18,886,215
Circulation.....	80,742,577	29,278,074
Dépôts des gouvernements.....	8,170,228	8,944,098
Cautionnements.....	384,541	375,080
Dép. publics remb. à demande.....	49,085,746	50,069,016
Dép. publics remb. après avis.....	60,600,804	61,674,560
Dép. ou prêts d'autres Banques garantis.....	1,035,978	919,184
Dép. ou prêts d'autres Banques non garantis.....	1,353,515	1,465,032
Balances dues à d'autres Banques au Canada.....	816,777	802,534
Balances dues à d'autres Banques à l'étranger.....	227,364	205,908
Balances dues à d'autres Banques en Angleterre.....	1,874,753	2,280,947
Autres dettes.....	220,760	829,916
Totaux, passif.....	\$154,942,544	156,842,356

	ACTIF	
	Avril 1888	Mai 1888
Espèces.....	6,294,255	6,351,246
Billets du Dominion.....	10,485,657	10,600,895
Billets & chèques d'autres Banques.....	6,282,404	5,496,339
Créances sur Banques canadiennes.....	3,300,175	3,253,909
Créances sur Banques étrangères.....	15,344,599	17,344,919
Créances sur Banques anglaises.....	2,347,876	1,931,891
Actif promptement réalisable.....	\$44,004,966	\$44,979,199
Obligations fédérales.....	2,085,206	2,141,164
Valeurs publiques étrangères.....	3,842,340	3,819,297
Prêts au gouvern. Prov. & Féd.....	1,562,628	1,570,109
Prêts sur titres, valeurs.....	10,651,015	10,739,871

Prêts à des corporations municipales.....	2,718,447	2,867,608
Prêts à d'autres corporations et Compagnies.....	17,866,284	19,232,215
Prêts à d'autres Banques, garantis.....	1,218,639	1,024,146
Prêts à d'autres Banques, non garantis.....	241,517	119,070
Escompt. en cours.....	138,546,438	137,766,265
Effets échus et non garantis.....	1,907,277	1,145,074
Autres créances échues, non garanties.....	141,317	101,122
Effets & créances échus, garantis.....	1,860,362	1,809,918
Immeubles.....	1,143,637	1,082,250
Créances hypothécaires.....	711,163	692,080
Immeubles occupés par les bureaux des Banques.....	3,691,375	3,644,504
Autres valeurs.....	3,338,357	3,140,243
Totaux, actif.....	\$235,389,608	235,674,146

LA TAXE SUR LES CORPORATIONS COMMERCIALES

Comme principe d'économie politique, nous sommes prêts à admettre que la richesse mobilière, représentée par les parts de propriétés ou actions, dans les compagnies commerciales et industrielles, peut être soumise à la taxe, pour les fins du gouvernement, ayant intérêt, au même titre que la propriété foncière, à ce que les affaires publiques soient convenablement administrées. Nous ferons remarquer seulement que, dans les autres pays, on a commencé par taxer la propriété foncière qui est plus tangible, plus solide et plus facile à évaluer. Dans notre province, la propriété foncière n'est taxée que pour le revenu des municipalités. Les gouvernements provinciaux qui se sont succédés n'ont pas encore osé taxer les propriétaires fonciers, pour une raison toute politique: parce que une forte partie des électeurs appartenant à cette catégorie, on risquait de s'aliéner leurs votes.

Pour la même raison, on s'est décidé à taxer le capital mobilier qui est beaucoup moins divisé, et dont les possesseurs ont moins de votes à donner aux élections. Comme nous tenons à ne pas empiéter sur le domaine de la politique, nous nous bornons ici à cette simple constatation.

La taxe sur les corporations commerciales a été établie en 1883 sous le ministère de l'honorable M. Wurtele, alors trésorier provincial; mais le gouvernement de M. Mercier y propose certaines modifications, et nous saisissons cette occasion pour présenter quelques observations.

D'après le nouveau projet de loi, la taxe applicable aux banques est ajustée sur une échelle que nous trouvons plus raisonnable que l'ancienne. Nos banques canadiennes n'ont pas, malheureusement, des capitaux aussi considérables que les banques anglaises; et avec l'échelle établie par M. Wurtele, elles payaient presque toutes une taxe proportionnellement plus considérable. Le montant de la taxe variait pour chaque somme de

	Banque	Capital versé	Taxé pour
Du Peuple.....	\$1,200,000	\$1,500,000	
Nationale.....	1,200,000	1,500,000	
Hochelaga.....	710,100	1,000,000	
Jacques Cartier.....	500,000	500,000	
Ville Marie.....	478,430	500,000	
De St-Jean.....	226,705	500,000	
De St-Hyacinthe.....	264,370	500,000	

La nouvelle échelle procède par sommes de \$100,000; de sorte que, à part les Banques Jacques-Cartier et Villa-Marie, toutes nos banques canadiennes vont se trouver dégrévées d'un montant considérable, ce qui n'est que simple justice.

Quant aux compagnies d'assurance nous aurions aimé à y trouver une application quelconque de la politique protectionniste qui est si en honneur au Canada. Lorsque la capital étranger vient s'établir au Canada pour nous aider à développer nos ressources, on ne saurait trop le favoriser; il est juste et bonne politique de le mettre au moins sur le même pied que le capital canadien. Mais lorsqu'il s'agit d'assurance, les compagnies étrangères non-seulement n'apportent que peu au point de capitaux étrangers au pays. Mais elles entraînent presque toutes les capitaux canadiens pour les distribuer à des actionnaires étrangers. Nos compagnies canadiennes qui font valoir sur place nos capitaux devraient être plus favorisées et si l'on ne veut pas diminuer le montant de leur taxe, on pourrait augmenter la taxe des compagnies étrangères dans une proportion raisonnable. Ce serait une mesure de protection tout à fait légitime.

Il est aussi question d'imposer aux compagnies de télégraphe une taxe de \$5.00 pour chaque bureau succursale de la compagnie. Nous croyons que c'est exagéré. Les affaires des compagnies de télégraphe ne sont pas très florissantes, elles auraient probablement de la peine à supporter cette taxe sans élever leurs tarifs, et elles devraient aussi probablement fermer un certain nombre de bureaux qui ne rapportent aucun bénéfice. La plupart des bureaux établis dans les villages sont beaucoup plus utiles au commerce que profitables pour la compagnie qui se contente de partager par moitié les recettes brutes avec l'employé qui tient le bureau, et il arrive assez souvent que cette moitié des recettes brutes n'est pas suffisante pour payer l'intérêt sur les frais d'établissement de la ligne. Le commerce regretterait énormément la fermeture de ces bureaux qui lui rendent de grands services.

Pour résumer ces quelques observations, nous répéterons que nous approuvons fort l'échelle de la taxe sur les banques; que nous désirerions voir une légère différence entre la taxe sur les compagnies d'assurance canadiennes et celle sur les compagnies d'assurance étrangères, et enfin nous prions les gouvernement et la chambre de renoncer à la taxe de \$5.00 sur chaque bureau télégraphique dans nos campagnes.

ROUES D'EMERI MASSIF

M. L. Duvinage, dans une conférence faite à l'une des dernières

réunions de l'Institut Américain, remarqua que la quantité et la qualité du travail fait dans les ateliers dépendaient de l'habileté avec laquelle on se servait des roues d'èmeri massif.

Selon le conférencier, le grossissement d'un grain de sable provenant d'une meule de pierre ordinaire, vu au microscope le fait voir sous la forme d'un galet, dont la fracture se produit en angle obtus, tandis que le grain de l'èmeri apparaît sous une forme rhomboidale, et que sa brisure est toujours concave ou à angle droit. Quelque soit le degré d'usure d'une roue d'èmeri massif, son grain ne perd jamais son tranchant. Les meules ordinaires usent et échauffent les outils alors que celles d'èmeri, avec son grain à angles aigus les coupent comme une lime ou une scie circulaire.

Il y a deux espèces de roues d'èmeri sur le marché; l'une est faite de grains d'èmeri unis et consolidés à l'aide d'une matière résineuse quelconque: caoutchouc, huile de lin, shellac etc. Les roues de cette classe doivent être mues à une grande vitesse pour que le ciment résineux puisse être entamé, afin de laisser échapper les grains d'èmeri usés; et offrir une nouvelle surface aigre; elle sont imperméables, et ne peuvent être percées qu'avec la pointe du diamant.

Les autres roues se divisent en deux classes; les unes sont faites avec une pâte composée de poudre d'èmeri et d'un ciment minéral, délayé dans de l'eau; cette pâte durcit en séchant et relie entre eux les grains d'èmeri; l'autre classe de roues d'èmeri est faite d'une pâte d'èmeri et de glaise, ou d'un fondant minéral, moulée et cuite ensuite dans un four à haute température. Ces deux dernières classes de roues sont poreuses, et les grains d'èmeri sont unis par des matériaux pour lesquels ils ont une grande affinité.

Ces roues, contrairement aux meules ordinaires, sont composées de grains d'èmeri aigus, unis entre eux par une matière qui, dans beaucoup de cas est aussi dure et coupante que l'èmeri même. Ces roues aiguisent facilement, et n'ont nullement besoin d'être mues à une grande vitesse.

Le meilleur instrument que l'on puisse employer pour renouveler la surface est un piqueur aux dents d'acier trempé.

Les industriels cherchant à réduire le coût de la production feront bien d'étudier et de constater les services que peuvent rendre les roues d'èmeri massif, avant d'avoir recours à d'autres moyens. En employant ces roues, ils économiseront leurs outils et produiront plus avec moins de main d'œuvre que les industriels employant des meules de pierre ou d'èmeri composé.

CHAUFFAGE DE L'HABITATION

Nous avons, dans notre numéro du 20 Avril dernier, publié sur cette question une savante étude de M. le Dr J. I. Desrocher.

Dans cette étude, le Dr Desrocher, comparant les divers modes de chauffages disait: "Les poêles et les calorifères à air chaud et à eau chaude sont les